

Les Républicains jouent

Le candidat LR à la présidentielle sera désigné samedi, à l'issue du congrès qui s'ouvre ce matin

À la fin, il ne pourra en rester qu'un ! Les Républicains sont réunis jusqu'à samedi, à Paris, pour départager leurs cinq prétendants à l'investiture pour la présidentielle. Bien plus que le choix d'un porte-drapeau, le parti joue son avenir. Depuis la création du RPR par Jacques Chirac, en 1976, la formation gaulliste n'a jamais paru aussi fragile. Tirillée entre les macronistes d'un côté, les extrémistes Le Pen et Zemmour de l'autre, elle peine à trouver sa voie tout autant que sa voix – alors même que les thèmes qu'elle défend sont plébiscités par les Français. La campagne qui s'achève n'a pas vraiment permis de faire bouger les lignes. Et bien malin celui qui saurait prédire le résultat du vote.

L'orée d'un long chemin

Donné favori au départ, Xavier Bertrand n'a pas réussi à creuser l'écart avec ses concurrents. Des militants lui reprochent ses atermoiements vis-à-vis du parti et des prises de position artificielles.

Valérie Pécresse souffre quasiment des mêmes maux. La « dame du faire » reste en position de challenger, desservie par ses prestations en demi-teinte lors des trois premiers débats.

Michel Barnier, chouchou des adhérents, a perdu de son aura au fil des semaines. Quant à Philippe Juvin, il n'est jamais réellement sorti de l'ornière.

Seul Éric Ciotti semble avoir bénéficié de la course de fond engagée au milieu de l'été. Mais le député des Alpes-Maritimes partait de loin : quasiment inconnu hors des frontières de la Côte d'Azur, sa présence au second tour serait un véritable coup de tonnerre.

Quel que soit le vainqueur désigné par les urnes, il ne sera qu'à l'orée d'un long chemin. Selon le dernier sondage Ifop pour *Le Journal du dimanche*, si le premier tour de la présidentielle avait lieu aujourd'hui, le candidat LR le mieux placé – Xavier Bertrand – ne réunirait que 13 % des suffrages. Derrière Emmanuel Macron, Marine Le Pen et... Éric Zemmour.

Secousse tellurique assurée.

Dossier : Lionel Paoli
lpaoli@nicematin.fr

Xavier Bertrand

> Qui est-il ?

Âgé de 56 ans, président de la Région Hauts-de-France depuis 2015 et ancien maire de Saint-Quentin (Aisne), il a occupé plusieurs postes ministériels.

> Ses points forts

Son expérience, à la fois comme élu local et comme ministre. Sa fibre sociale est appréciée par les centristes et par les gaullistes.

> Ses points faibles

Il a quitté le parti en 2017, a long-

temps refusé de se soumettre au vote des militants. Ses positions fluctuantes peuvent agacer.

> Son programme

Fondé sur le triptyque « autorité, travail, territoires », il prône une « société du travail » où aucun salarié à plein temps ne touche moins de 1 500 € nets par mois, la sortie des 35 heures, la retraite à 64 ans et une décentralisation accrue.

> Ses soutiens dans le Var et les Alpes-Maritimes

Il est notamment soutenu par Jean-Pierre Giran, maire de Hyères, et Dominique Estrosi-Sassone, sénatrice du 06.



(Photo Ph. A.)

NOTE GLOBALE

7 / 10

Éric Ciotti

> Qui est-il ?

Âgé de 56 ans, ancien président du Département des Alpes-Maritimes, il est aujourd'hui député et questeur de l'Assemblée nationale.

> Ses points forts

Fidèle au parti « depuis toujours », tenant d'une ligne dure sur l'insécurité et l'immigration, il a fait une campagne efficace.

> Ses points faibles

Il n'a jamais été ministre. Sa notoriété nationale reste faible et ses positions, proches de celles de Zemmour, sont clivantes.

> Son programme

Il défend un projet « de rupture » avec

un retour au droit du sang, la « priorité nationale et européenne » pour l'emploi. Il prévoit la suppression de 250 000 postes de fonctionnaires et une « flat tax » à 15 %.

> Ses soutiens dans le Var et les Alpes-Maritimes

Notamment Édith Audibert, députée de la 3^e circonscription du Var, et la sénatrice des Alpes-Maritimes Alexandra Borchio-Fontimp, qui est sa directrice de campagne.



(Photo Ph. A.)

NOTE GLOBALE

6 / 10

Cinq clés pour mieux comprendre

1 Quels sont les critères pour se présenter au congrès ?

Les candidats, obligatoirement membres du parti Les Républicains, devaient recueillir au moins 250 parrainages d'élus. Sur les six prétendants, seul Denis Payre n'y est pas parvenu. Il a annoncé son intention de déposer un recours, jugeant le procédé « totalement antidémocratique ».

2 Quelles sont les conditions pour pouvoir être électeur ?

Seuls les militants LR, à jour de cotisation au 16 novembre, peuvent participer au scrutin. Le processus, confié à la plate-forme Neovote, impose de fournir un numéro de portable, une adresse mail et une adresse postale. Plusieurs milliers d'adhérents ont été écartés à cause de cela.

3 Comment va se dérouler le choix du candidat ?

Le scrutin électronique se tiendra en deux tours : le premier d'aujourd'hui 8 heures à demain 14 heures, le second de vendredi 8 heures à samedi 14 heures. La majorité des fédérations propose un point de vote « physique » en soutien. Le nom du vainqueur sera proclamé samedi à 14 h 30.

4 Le candidat choisi par les adhérents peut-il être remplacé ?

Oui. Après le traumatisme Fillon en 2017, avec l'ex-Premier ministre empêtré dans les affaires mais refusant de jeter l'éponge, les statuts de LR prévoient désormais une clause qui permet de « désinvestir » un candidat. Le bureau politique engagerait alors une nouvelle procédure de désignation.

5 Pourquoi les barons de la droite ne s'impliquent-ils pas davantage ?

Contrairement à la primaire de 2016, les caciques du parti se sont abstenus de tout soutien. En interne, certains dénoncent un « manque de courage », d'autres saluent « une attitude responsable pour éviter les tensions inutiles ». Une frange suggère, enfin, que les prétendants « ne font pas rêver ».

leur avenir aujourd'hui

à Paris. Il faudra deux tours de scrutin pour départager les cinq prétendants. Tour d'horizon.

Valérie Pécresse

> Qui est-elle ?

Âgée de 54 ans, présidente de la Région Ile-de-France depuis 2015, elle a été ministre de l'Enseignement supérieur sous Chirac, puis ministre du Budget sous Sarkozy.

> Ses points forts

Son expérience, à la fois comme élue locale et comme ministre. Son expertise sur les questions d'éducation est reconnue.

> Ses points faibles

Elle a parfois semblé effacée, voire mal à l'aise, lors des débats télévisés. Elle a quitté le parti en 2019 dans la foulée de la défaite aux européennes.

> Son programme

Elle veut « remettre de l'ordre » dans la rue et dans les comptes publics. Elle est favorable à la fin des 35 heures, à la retraite à 65 ans et

à des quotas sur l'immigration. Elle promet d'augmenter de 10 % les salaires nets sous 3 000 euros.

> Ses soutiens dans le Var et les Alpes-Maritimes

Notamment Françoise Dumont, sénatrice du Var, et Éric Pauget, député de la 7^e circonscription des Alpes-Maritimes.

NOTE GLOBALE

6 / 10



(Photo AFP)

Philippe Juvin

> Qui est-il ?

Âgé de 57 ans, ancien député européen, chef du service des urgences de l'hôpital Georges-Pompidou à Paris et maire de la Garenne-Colombe (Hauts-de-Seine), il a émergé médiatiquement à la faveur de la pandémie.

> Ses points forts

Il s'est montré pondéré et ouvert lors des débats télévisés. Il est apprécié par les centristes.

> Ses points faibles

Il est le moins connu des cinq candidats.

> Son programme

Il se veut le « candidat des services publics » pour lesquels il promet une grande loi-cadre de modernisation.

> Ses soutiens dans le Var et les Alpes-Maritimes

Il est le seul candidat à ne pas avoir fait campagne dans ces départements, où il ne compte a priori aucun soutien déclaré.

Michel Barnier

> Qui est-il ?

Âgé de 70 ans, l'ancien négociateur du Brexit pour l'Union européenne a été plusieurs fois ministre (Environnement, Agriculture, Affaires étrangères...).

> Ses points forts

Il n'a jamais quitté le parti et jouit, au sein de sa formation, d'une image de modéré capable de rassembler.

> Ses points faibles

Ses prestations, à la télé comme devant ses pairs, ont déçu jusqu'à ses partisans.

> Son programme

Aucune retraite sous le Smic. Il souhaite un moratoire pour que l'Europe « reprenne le contrôle de ses frontières extérieures » et veut lutter contre « le déclasserment de la France ».

> Ses soutiens dans le Var et les Alpes-Maritimes

Notamment François de Canson, maire de La Londe-les Maures, et Pierre-Paul Leonelli, vice-président du conseil régional.

NOTE GLOBALE

6 / 10



(Photo V. L. P.)

NOTE GLOBALE

4 / 10



(Photo AFP)

Débat sur France 2 : tous les candidats taclent Zemmour... sauf Éric Ciotti

Lors du dernier débat télévisé, hier soir sur France 2, les cinq candidats ont profité de la double actualité du jour – l'officialisation de la candidature d'Éric Zemmour et l'entrée au Panthéon de Joséphine Baker – pour recentrer leur propos. L'immigration et l'insécurité, placées en tête de gondole depuis plusieurs semaines, ont cédé le pas aux questions sur la santé, l'organisation de l'État et l'économie. En saluant la figure de Joséphine Baker, tous les prétendants à l'investiture ont pris leurs distances vis-à-vis du polémiste d'extrême droite. Tous... sauf Éric Ciotti. Quand Valérie Pécresse fustige « un homme de provo-

cations », Xavier Bertrand renchérit : « Je ne laisserai personne être jugé sur sa couleur de peau ! » « Zemmour blesse les Français », rebondit Philippe Juvin. À nos compatriotes musulmans, je dis ceci : vous êtes mes frères en citoyenneté. » Michel Barnier réclame gravement « du sérieux, de la dignité, du respect à l'égard de tous les Français. » Le député des Alpes-Maritimes, à contre-courant, voit dans le clip de Zemmour « des constats que partagent beaucoup de Français. Il y manque de l'espérance. La France est en train de sombrer ; notre devoir est de la redresser ! » La suite du débat est policée, projet

contre projet. Les différences sont exposées avec prudence. Alors que Bertrand et Barnier s'engagent à ne faire qu'un seul mandat de cinq ans, Pécresse et Juvin se prononcent pour deux quinquennats. Éric Ciotti, lui, souhaite revenir au septennat... et n'exclut pas d'en faire deux « si les Français le souhaitent ». Sur la « réforme incontournable » de l'hôpital public, les divergences sont minimes. Sur le pouvoir d'achat, la volonté d'augmenter les revenus est également partagée – même si chacun propose des chemins différents pour y parvenir. Après plus de deux heures d'échanges, les dés sont jetés : aux militants de les départager.

139 918

C'est le nombre d'adhérents, sur 148 705 à jour de cotisation, qui pourront voter dès ce matin. 8 787 ont été exclus pour ne pas avoir donné leur numéro de téléphone, indispensable pour recevoir par SMS le mot de passe permettant de prendre part au scrutin.

La phrase

« L'effet congrès, on le sentira dans la deuxième quinzaine de janvier. Il faut que les discussions du repas de Noël des Français tournent autour de notre candidat. [...] Nous avons repris le lead. »

Christian Jacob, président de LR, dans le JDD